

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2012 — 3402

[C - 2012/29465]

13 SEPTEMBRE 2012. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 20 décembre 2011 relatif à la pratique du tir sportif

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 20 décembre 2011 relatif à la pratique du tir sportif, notamment les articles 2, alinéas 1^{er} et 2, 3, alinéa 2, 4, alinéa 4, 6, § 1^{er}, 7^o, 7, § 1^{er}, alinéa 3, 8, alinéa 2, 9, alinéa 2, 11, § 3, alinéa 2, 12, alinéa 2, 14, alinéas 2 et 3, 15, § 1^{er}, alinéa 2, et § 2, alinéas 2 et 3, 18, 22, alinéa 2, 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o et alinéa 2, et 29;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 mars 2007 fixant les modalités d'organisation, de contenu, d'évaluation et d'équivalence des épreuves théorique et pratique dont la réussite conditionne l'octroi de la licence de tireur sportif;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 mars 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 mars 2012;

Vu l'avis, rendu le 4 mai 2012, par le Conseil supérieur des sports;

Vu l'avis 51.673/2/V du Conseil d'Etat, donné le 6 août 2012 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre des Sports;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o « décret » : le décret du 20 décembre 2011 relatif à la pratique du tir sportif;

2^o « Ministre » : le Ministre ayant le Sport dans ses attributions;

3^o « Administration » : la Direction générale du Sport du Ministère de la Communauté française;

4^o « fédération » : la fédération de tir sportif reconnue.

CHAPITRE II. — *Disciplines de tir sportif* :

Art. 2. La liste des disciplines de tir sportif par catégories d'armes visée à l'article 2 du décret est établie comme suit :

1^o les armes soumises à autorisation :

a) les armes de poing :

- Discipline 12 - Vitesse olympique (Rapid fire pistol) - 25 m; cal. 22 LR;

- Discipline 12 A - Pistolet vitesse olympique - 25 m; cal 22 short;

- Discipline 13 - Pistolet gros calibre (Center fire) - 25 m; cal. 30 à 38;

- Discipline 14 - Pistolet standard - 25 m; cal. 22 LR;

- Discipline 15 - Pistolet libre - 50 m; cal. 22 LR;

- Discipline 16 - Pistolet sport - 25 m; cal. 22 LR;

- Discipline 17 - Pistolet super calibre cal 8,9 à 11,3 mm de 8,99 (.354) à 11,48 mm (.452);

- Discipline 21- Parcours de tir sportif de vitesse ou tir sportif de vitesse;

b) les armes d'épaule à canon rayé :

- Discipline 1 - Carabine libre gros calibre - 3 positions - 300 m; cal. 5,56 à 8 mm;

- Discipline 1A - Carabine libre gros calibre - 60 balles couché - 300 m; cal. 5,56 à 8 mm;

- Discipline 2 - Carabine standard gros calibre - 3 positions - 300 m; cal. 5,56 à 8 mm;

- Discipline 3 - Carabine standard gros calibre - 3 positions - 100 m; cal. 5,56 à 8 mm;

- Discipline 3A - Carabine standard gros calibre - 30 balles couché; cal. 5,56 à 8 mm;

- Discipline 4 - Carabine libre petit calibre - 60 balles couché - 50 m; cal. 5,6 mm (22 LR);

- Discipline 5 - Carabine standard petit calibre - 60 balles couché - 50 m; cal. 5,6 mm (22 LR);

- Discipline 6 - Carabine libre petit calibre - 3 positions - 50 m; cal. 5,6 mm (22 LR);

- Discipline 7 - Carabine standard petit calibre - 3 positions - 50 m; cal. 5,6 mm (22 LR);

- Discipline 20 - Cibles mobiles (Running target) - 10 ou 50 m; cal. 22 LR;

- Discipline 23 - Carabine à verrou - tir sur appui - 25, 50, 100, 200, 600 ou 1000 m;

- Discipline 24 - Carabine à verrou - silhouette métallique - 25, 50, 75, 100 m;

c) les armes d'épaule à canon lisse :

- Discipline 25 - Le tir aux clays :
- Fosse olympique;
- Double Trap;
- Fosse universelle;
- Fosse américaine;
- Down The Line;
- Skeet;
- Parcours de chasse;
- Compak Sporting;
- Electro Cibles (ZZ);

d) les armes à poudre noire :

- Discipline 10 - Armes anciennes. Pour toutes, calibres 7,87 mm (31) à 17,50 mm (69) :
- Minié;
- Whitworth;
- Walkyrie;
- Miquelet;
- Maximilien;
- Tanegashima;
- Hizadai;
- Vetterli;
- Cominazzo;
- Kuchenreuter;
- Colt;
- Mariett;
- Pennsylvannia;
- Lamarmora;
- Donald Mason;
- Tanzutsu;
- Manton;
- Lorenzoni;

2° les armes en vente libre :

- Discipline 9 - Carabine à air - 10 m; cal 4,5 mm;
- Discipline 11 - Pistolet à air - 10 m; cal. 4,5 mm;
- Discipline 18 - Pistolet à air rapide - 10 m; cal. 4,5 mm;
- Discipline 19 - Pistolet à air tir standard 10 m; cal. 4,5 mm.

CHAPITRE III. — *La pratique du tir sportif avec des armes soumises à autorisation*

Section 1^{re}. — La licence provisoire de tireur sportif :

Art. 3. Tout tireur affilié à la fédération, qui souhaite obtenir une licence provisoire de tireur sportif, en fait la demande à la fédération en adressant à son secrétariat un dossier qui contient :

1° le formulaire de demande conforme au modèle établi par la fédération dûment complété. Ce formulaire précise la catégorie d'armes, visée à l'article 2 du décret, pour laquelle elle est formulée;

2° une copie de sa carte d'identité belge en cours de validité ou d'une carte d'identité d'un ressortissant de l'Union européenne, de la Confédération suisse ou d'un pays membre de l'Espace économique européen qui n'expire pas avant le délai d'un an suivant l'introduction de la demande;

3° une photo d'identité récente;

4° une copie de sa carte d'affiliation;

5° les documents prévus à l'article 7, § 2, 3° et 4°, du décret;

6° dans le cas où la demande émane d'un mineur, l'accord et l'identité de son ou ses représentants légaux ou de la personne qui est désignée comme administrateur provisoire.

Art. 4. Le secrétariat de la fédération accuse réception du dossier envoyé par le demandeur dans le mois de l'introduction de la demande et sollicite, le cas échéant, la transmission de pièces manquantes.

La fédération délivre la licence provisoire, dans le mois qui suit la transmission de l'accusé de réception du dossier complet sauf dans le cas où le demandeur ne répond pas aux conditions prévues à l'article 11, § 3, 2°, 3°, 4° et 5°, de la loi sur les armes et aux conditions de délivrance prévues par ou en vertu du décret.

Art. 5. Le modèle de licence provisoire visée à l'article 7 du décret est arrêté par le Ministre, sur proposition de la fédération, et comporte, au moins, les mentions suivantes :

- 1° l'identification de la fédération;
- 2° un numéro d'ordre;
- 3° la période de validité de la licence, y compris, la mention du caractère provisoire de la licence;
- 4° lorsque c'est le cas, l'indication « Mineur » ainsi que l'identité de son ou ses représentants légaux ou de la personne qui est désignée comme administrateur provisoire;
- 5° l'identification complète du titulaire (nom, prénoms, date et lieu de naissance, sexe, nationalité, adresse, numéro national);
- 6° une photo récente du titulaire au format carte d'identité;
- 7° la catégorie d'armes pour laquelle elle est délivrée.

La fédération prend toutes les mesures utiles, pour préserver les licences provisoires qu'elle émet, de la copie ou de la falsification.

Section 2. — Les épreuves théoriques et pratiques donnant droit à l'octroi de la licence de tireur sportif

Art. 6. § 1^{er}. La fédération établit un agenda annuel des épreuves théorique et pratique visées à l'article 11, § 3, 2° et 3°, du décret et en informe ses membres. Elle organise les deux épreuves, au moins tous les deux mois.

§ 2. La fédération établit la liste des stands de tir dans lesquels les épreuves peuvent être organisées.

Chaque candidat, dont la demande est recevable est convoqué, par courrier, dans le mois, afin de participer aux épreuves dont la date est la plus proche se déroulant le plus près possible de son domicile sauf s'il a, au moment de l'introduction de la demande, fait le choix d'une autre zone géographique que celle où est situé son domicile.

Art. 7. La fédération désigne, par zone géographique, un responsable ayant la qualité de moniteur ou de vérificateur possédant une expérience de cinq ans de tir sportif au sens du décret. Celui-ci et les examinateurs qu'il désigne, parmi les moniteurs et les vérificateurs figurant sur la liste établie par la fédération, font passer les épreuves.

Art. 8. § 1^{er}. L'épreuve théorique porte sur la législation sur les armes, en ce compris le statut du tireur sportif en Communauté française.

La fédération fixe une liste de trente questions sur la base desquelles huit questionnaires différents de dix questions chacun sont établis. Ces questions sont à choix multiple et une grille de correction rapide est utilisée pour établir le résultat obtenu.

§ 2. Le candidat doit obtenir soixante pourcent des points, étant entendu que :

- 1° deux points sont attribués en cas de réponse correcte;
- 2° aucun point n'est attribué en cas d'absence de réponse;
- 3° un point est retiré en cas de réponse incorrecte.

La réussite est sanctionnée par un certificat portant un numéro d'ordre dont le modèle est arrêté par la fédération. Le candidat est appelé à passer l'épreuve pratique de tir sportif.

En cas d'échec à l'épreuve théorique, celle-ci peut être présentée au plus tôt un mois après l'échec de la précédente.

Art. 9. § 1^{er}. L'épreuve pratique visée à l'article 11, § 3, 3°, du décret porte au minimum sur :

- 1° le transport de l'arme vers le pas de tir;
- 2° les manipulations et les mesures de sécurité à l'arrivée au pas de tir;
- 3° le chargement de l'arme;
- 4° le déchargement de l'arme;
- 5° l'armement de l'arme;
- 6° le désarmement de l'arme;
- 7° le tir;
- 8° la manipulation de l'arme;
- 9° l'utilisation des organes de visée;
- 10° le contrôle du recul de l'arme;
- 11° le contrôle de la direction du tir;
- 12° la réaction à un incident de tir, par exemple le long feu ou l'enrayage ou au commandement de cesser le feu;
- 13° la précision du tir.

Tous ces points sont analysés sur le plan de la sécurité et de la technique de tir.

§ 2. L'épreuve pratique comporte un tir de minimum cinq cartouches au cours duquel le candidat doit être jugé d'un niveau satisfaisant par le responsable visé à l'article 8.

§ 3. L'épreuve pratique est sanctionnée sur la base d'un tableau de décisions complété au fur et à mesure du déroulement de l'épreuve par l'examineur. Trois erreurs sont cause d'échec. Toutefois, une seule erreur en matière de sécurité est sanctionnée par un échec à l'épreuve pratique. Il en sera de même si le candidat ne réalise pas le score minimum imposé.

La réussite est sanctionnée par un certificat conforme au modèle fixé par la fédération.

En cas d'échec à l'épreuve pratique, celle-ci peut être présentée au plus tôt un mois après l'échec de la précédente.

Art. 10. Sont dispensés de l'épreuve théorique les demandeurs d'une licence de tir sportif pour une catégorie d'armes qui possèdent déjà une licence de tir sportif pour une autre catégorie d'armes ou une autorisation de détention délivrée par le gouverneur de province ou par le gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

La dispense est accordée par la fédération pour autant que les législations sur lesquelles porte le questionnaire n'aient pas subi de changement majeur depuis la présentation de l'épreuve précédente et qu'existe une concordance entre les épreuves.

Section 3. — La licence de tireur sportif

Art. 11. Tout affilié à la fédération détenteur d'une licence provisoire de tireur sportif qui souhaite obtenir une licence de tireur sportif, en fait la demande à la fédération en adressant à son secrétariat, dans le dernier mois de validité de sa licence provisoire, un dossier qui contient :

- 1° le formulaire de demande conforme au modèle établi par la fédération, dûment complété qui précise, notamment la catégorie d'armes concernée;
- 2° la copie de la carte d'affiliation;
- 3° les documents visés à l'article 11, § 3, du décret.

Art. 12. § 1^{er}. Le titulaire d'une licence de tireur sportif qui souhaite étendre sa licence de tireur sportif à une autre catégorie d'armes fait parvenir au secrétariat de la fédération, un dossier qui contient :

- 1° le formulaire de demande dont le modèle est établi par la fédération dûment complété et signé et mentionnant la catégorie d'armes concernée par la demande d'extension de licence;
- 2° le carnet de tir validant les séances de la période couverte par la licence provisoire;
- 3° le carnet de tir mentionnant le ou les catégories d'armes pour le(s)quelle(s) sa licence de tireur sportif est déjà valide;
- 4° une copie de la licence provisoire pour la catégorie d'armes concernée.

§ 2. Le tireur qui souhaite supprimer une catégorie d'armes de sa licence de tireur sportif en fait la demande par simple lettre au secrétariat de la fédération.

§ 3. En cas d'ajout ou de suppression d'une catégorie d'armes, un nouveau carnet de tir sportif reprenant les catégories d'armes pratiquées est délivré, qui expire au même moment que le carnet précédent; les séances de tir sportif déjà accomplies y sont reportées par le secrétariat de la fédération.

Art. 13. Le Ministre arrête, sur proposition de la fédération, le modèle de licence de tireur sportif visée à l'article 14 du décret qui comporte, au moins, les mentions suivantes :

- 1° l'identification de la fédération;
- 2° un numéro d'ordre;
- 3° lorsque c'est le cas, l'indication « Mineur » ainsi que l'identité de son ou ses représentants légaux ou de la personne qui est désignée comme administrateur provisoire;
- 4° la période de validité;
- 5° l'identification complète du titulaire (nom, prénoms, date et lieu de naissance, sexe, nationalité, adresse, numéro national);
- 6° une photo récente du titulaire au format carte d'identité;
- 7° la ou les catégories d'armes pour laquelle elle est délivrée.

La fédération prend toutes les mesures utiles, pour préserver les licences qu'elle émet, de la copie ou de la falsification.

Art. 14. Le détenteur d'une licence de tireur sportif qui souhaite obtenir le renouvellement de celle-ci en fait la demande à la fédération en adressant à son secrétariat au cours du dernier trimestre précédant l'expiration de la date de validité de sa licence :

- 1° le formulaire de demande conforme au modèle établi par la fédération, dûment complété; qui précise, notamment, la ou les catégories d'armes concernées;
- 2° une copie de l'extrait du casier judiciaire;
- 3° une copie du certificat médical datant de trois mois au plus et attestant de l'absence de toute contre-indication à la pratique du tir sportif;
- 4° une copie du dernier volet de son carnet de tir comportant le nombre de séances validées par catégorie d'armes.

Section 4. — Le carnet de tir sportif

Art. 15. Le carnet de tir sportif visé à l'article 4 du décret est établi et délivré par la fédération conformément au modèle arrêté par le Ministre, sur proposition de la fédération de tir reconnue.

Ce carnet est fractionné en cinq volets d'une durée d'un an, chaque volet étant délivré d'année en année afin de permettre à la fédération de vérifier annuellement la régularité de la pratique du tir.

A cet effet, le titulaire transmet sa copie à la fédération chaque année, au cours du dernier trimestre précédant son expiration afin d'en valider sa conformité conformément à l'article 11, § 1^{er}, alinéa 3, du décret. Il y joint un extrait de casier judiciaire datant de trois mois au plus attestant de l'absence de condamnation comme auteur ou complice d'un des délits à la suite desquels une autorisation de détention ne pourrait lui être délivrée conformément à la loi sur les armes.

La séance de tir sportif répondant à la définition de l'article 1^{er}, 5°, du décret est attestée par l'apposition de la date, du lieu, du cachet comprenant le nom, prénom du vérificateur ou du moniteur ainsi que de la signature de celui-ci, dans la ou les cases correspondant à la catégorie d'armes utilisée(s) lors de la séance de tir sportif.

Art. 16. § 1^{er}. Le tireur sportif doit, pour conserver sa licence de tireur sportif, ou en obtenir le renouvellement :

1° lorsqu'il a obtenu sa licence pour une seule catégorie d'armes, justifier d'au moins douze séances de tir par an étalées sur au moins trois trimestres, chacune de ces séances étant contrôlée par un moniteur ou un vérificateur;

2° pour les séances de tir sportif pratiquées avec d'autres catégories d'armes, justifier d'au moins trois séances de tir par an pour l'ensemble des catégories pratiquées étalées sur au moins trois trimestres, chacune de ces séances étant contrôlée par un moniteur ou un vérificateur.

§ 2. Le titulaire d'une licence provisoire de tireur sportif doit justifier d'au moins six séances de tir étalées sur une période de six mois, à raison d'une séance de tir par mois et au plus deux séances de tir par mois.

Un moniteur ou, en cas d'absence de moniteur au pas de tir, un vérificateur possédant une expérience de cinq ans de tir sportif, peut superviser, lors d'une même séance de tir sportif, au maximum cinq tireurs sous licence provisoire.

Section 5. — Interruption temporaire de la pratique régulière du tir sportif avec des armes soumises à autorisation

Art. 17. § 1^{er}. Le tireur sportif qui souhaite interrompre la pratique du tir sportif conformément à l'article 15 du décret en fait la demande auprès de la fédération en adressant à son secrétariat un courrier recommandé qui précise les motifs sur lesquels elle se fonde. Il joint, lorsque cela lui est possible, tout document de nature à justifier sa demande.

§ 2. La fédération statue sur la demande dans les trente jours de sa réception. Sa décision est notifiée par courrier recommandé. Le cas échéant, elle demande dans le délai de trente jours à l'intéressé de fournir des documents justificatifs, tels des certificats ou des attestations. Dans ce cas, le délai dans lequel elle statue est prorogé de trente jours.

Sa décision est notifiée par courrier recommandé. Passé le délai de 30 jours ou de 60 jours, selon le cas, la demande est réputée refusée.

§ 3. Lorsque l'autorisation est dûment accordée, les séances de tir sportif sont prises en compte durant la période couverte par l'autorisation à raison d'une séance de tir par mois par catégorie d'armes.

Section 6. — Retrait ou suspension de la licence de tireur sportif ou de la licence provisoire de tireur sportif

Art. 18. § 1^{er}. La licence provisoire ou la licence de tireur sportif peut être retirée ou suspendue par la fédération.

§ 2. La fédération notifie, par courrier recommandé, au tireur sportif concerné son intention de retirer ou de suspendre la licence concernée.

Ce courrier expose les motifs justifiant la mesure envisagée et joint, le cas échéant, tout document utile. Il indique que l'intéressé peut demander à être entendu par un représentant de la fédération. La demande doit être adressée dans les quinze jours de la réception du courrier recommandé au secrétariat de la fédération qui convoque l'intéressé, par courrier recommandé, afin qu'il puisse être entendu dans les quinze jours de sa demande.

La décision indique les motifs du retrait ou de la suspension, leur durée éventuelle ainsi que la possibilité du recours visé à l'article 25 du décret.

Elle est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée avec accusé de réception.

Section 7 — Publicité, contrôles et sanctions

Art. 19. Le rapport visé à l'article 22 du décret est établi suivant le modèle fixé par le Ministre.

CHAPITRE IV. — La pratique du tir sportif par un mineur d'âge

Art. 20. La pratique du tir sportif avec des armes à air avec des aides et supports mécaniques est autorisée pour les mineurs à partir de 8 ans.

Une personne majeure au sens de l'article 24, § 1^{er}, 2°, du décret ne peut superviser plus de trois mineurs au cours d'une même séance de tir sportif.

Toute personne encadrant des tireurs mineurs, doit produire, tous les cinq ans, un extrait de casier judiciaire de modèle 2 à la fédération.

CHAPITRE V. — Les recours

Art. 21. Le Ministre exerce les pouvoirs attribués au Gouvernement par l'article 25 du décret.

CHAPITRE VI. — Dispositions finales et transitoire

Art. 22. Dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté, la fédération est tenue de soumettre au Ministre, pour accord, son règlement en matière d'organisation, de contenu et d'évaluation des épreuves théorique et pratique ainsi que toutes les modifications qui lui sont ultérieurement apportées.

Art. 23. Le décret, à l'exception du chapitre VI, et le présent arrêté entrent en vigueur le 31 décembre 2012.

Art. 24. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 mars 2007 fixant les modalités d'organisation, de contenu, d'évaluation et d'équivalence des épreuves théorique et pratique dont la réussite conditionne l'octroi de la licence de tireur sportif est abrogé.

Art. 25. Le Ministre des Sports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 septembre 2012.

Le Ministre Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2012 — 3402

[C — 2012/29465]

13 SEPTEMBER 2012. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van het decreet van 20 december 2011 betreffende het sportschieten

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 20 december 2011 betreffende het sportschieten, inzonderheid op de artikelen 2, eerste en tweede lid, 3, tweede lid, 4, vierde lid, 6, § 1, 7°, 7, § 1, derde lid, 8, tweede lid, 9, tweede lid, 11, § 3, tweede lid, 12, tweede lid, 14, tweede en derde lid, 15, § 1, tweede lid, en § 2, tweede en derde lid, 18, 22, tweede lid, 24, § 1, eerste lid, 1° en tweede lid, en 29;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 maart 2007 tot vaststelling van de nadere regels voor de organisatie, de inhoud, de evaluatie en de gelijkwaardigheid van de theoretische en praktische proeven waarvoor geslaagd moet worden voor het bekomen van de vergunning van sportschutter;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 maart 2012;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 29 maart 2012;

Gelet op het advies gegeven op 4 mei 2012 door de Hoge Raad voor Sport;

Gelet op het advies 51.673/2/V van de Raad van State, gegeven op 6 augustus 2012, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Sport;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « decreet » : het decreet van 20 december 2011 betreffende het sportschieten;

2° « Minister » : de Minister van Sport;

3° « Administratie » : de Algemene Directie Sport van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

4° « federatie » : de erkende sportschietfederatie.

HOOFDSTUK II. — *Sportschietdisciplines*

Art. 2. De lijst van de sportschietdisciplines per wapencategorie bedoeld in artikel 2 van het decreet wordt vastgesteld als volgt :

1° vergunningsplichtige wapens :

a) vuistwapens :

- Discipline 12 – Olympische snelheid (Rapid fire pistol) – 25 m; kal. 22 LR;
- Discipline 12A – Olympische snelheidspistool – 25 m; kal 22 short;
- Discipline 13 – Groot Kaliber Pistoool (Center fire) – 25 m; kal. 30 tot 38;
- Discipline 14 – Standaard Pistoool – 25 m; kal. 22 LR;
- Discipline 15 – Vrij Pistoool – 50 m; kal. 22 LR;
- Discipline 16 – Sportpistoool – 25 m; kal. 22 LR;
- Discipline 17 – Pistoool super kaliber kal 8,9 tot 11,3 mm van 8,99 (.354) tot 11,48 mm (.452);
- Discipline 21 – Parcourschieten (IPSC);

b) schouderwapens met getrokken loop :

- Discipline 1 – Groot Kaliber Vrij Geweer – 3 houdingen – 300 m; kal. 5,56 tot 8 mm;
- Discipline 1A – Groot Kaliber Vrij Geweer – 60 schoten liggend – 300 m; kal. 5,56 tot 8 mm;
- Discipline 2 – Groot Kaliber Standaard Geweer – 3 houdingen – 300 m; kal. 5,56 tot 8 mm;
- Discipline 3 – Groot Kaliber Standaard Geweer – 3 houdingen – 100 m; kal. 5,56 tot 8 mm;
- Discipline 3A – Groot Kaliber Standaard Geweer – 30 schoten liggend; kal. 5,56 tot 8 mm;
- Discipline 4 – Klein Kaliber Vrij Geweer – 60 schoten liggend – 50m; kal. 5,6 mm (22 LR);
- Discipline 5 – Klein Kaliber Standaard Geweer – 60 schoten liggend – 50 m; kal. 5,6 mm (22 LR);
- Discipline 6 – Klein Kaliber Vrij Geweer – 3 houdingen – 50 m; kal. 5,6 mm (22 LR);
- Discipline 7 – Klein Kaliber Standaard Geweer – 3 houdingen – 50 m; kal. 5,6 mm (22 LR);
- Discipline 20 – Bewegende doelen (Running target) – 10 of 50 m; kal. 22 LR;
- Discipline 23 – Grendelbuks – benchrest- 25, 50, 100, 200, 600 of 1000 m;
- Discipline 24 – Grendelbuks – metalen silhouet – 25, 50, 75, 100 m;

c) schouderwapens met gladde loop;

- Discipline 25 – Kleischieten
- Olympische trap
- Dubbeltrap
- Universele trap
- Amerikaanse trap
- Down The Line
- Skeet
- Jachtparcours
- Compak Sporting
- ZZ-schijven

d) zwartkruitwapens;

- Discipline 10 – Oude wapens. Voor alle, kalibers 7,87 mm (31) tot 17,50 mm (69) :
- Minié;
- Whitworth;
- Walkyrie;
- Miquelet;
- Maximilien;
- Tanegashima;
- Hizadai;
- Vetterli;
- Cominazzo;
- Kuchenreuter;
- Colt;
- Mariett;
- Pennsylvannia;
- Lamarmora;
- Donald Mason;
- Tanzutsu;
- Manton;
- Lorenzoni;

2° vrij verkrijgbare wapens :

- Discipline 9 : Luchtgeweer – 10 m; kal 4,5 mm;
- Discipline 11 – Luchtpistool – 10 m; kal. 4,5 mm;
- Discipline 18 – Luchtpistool snelle schoten – 10 m; kal. 4,5 mm;
- Discipline 19 – Luchtpistool standaardschoten 10 m; kal. 4,5 mm.

HOOFDSTUK III. — *Sportschieten met vergunningsplichtige wapens*

Afdeling I. — Voorlopige sportschutterslicentie

Art. 3. Elke sportschutter die aangesloten is bij een federatie en die een voorlopige sportschutterslicentie wenst te bekomen, moet een aanvraag indienen bij de federatie waar hij een dossier aan haar secretariaat bezorgt met de volgende documenten :

1° het aanvraagformulier dat overeenstemt met het behoorlijk ingevulde model opgemaakt door de federatie. Dit formulier bepaalt de wapencategorie, zoals bedoeld in artikel 2 van het decreet, waarvoor de aanvraag geformuleerd wordt;

2° een afschrift van zijn geldende Belgische identiteitskaart of van een identiteitskaart van een onderdaan van de Europese Unie, de Zwitserse Bondsstaat of een lidstaat van de Europese economische ruimte die niet verstrijkt vóór de termijn van één jaar volgend op de indiening van de aanvraag;

3° een recente pasfoto;

4° een afschrift van zijn aansluitingskaart;

5° de documenten bedoeld in artikel 7, § 2, 3° en 4° van het decreet;

6° ingeval de aanvraag door een minderjarige wordt ingediend, de toestemming en de identiteit van zijn wettelijke vertegenwoordiger(s) of van de persoon die aangesteld wordt tot voorlopige bewindvoerder.

Art. 4. Het secretariaat van de federatie meldt ontvangst van het dossier dat bezorgd wordt door de aanvrager binnen de maand na de indiening van de aanvraag en vraagt, in voorkomend geval, de bezorging van de ontbrekende stukken.

De federatie reikt de voorlopige licentie uit binnen de maand na de bezorging van het ontvangstbewijs van het volledige dossier behalve als de aanvrager niet beantwoordt aan de voorwaarden bedoeld in artikel 11, § 3, 2°, 3°, 4° en 5° van de wapenwet en aan de voorwaarden voor de vergunningen voorzien door of krachtens het decreet.

Art. 5. Het model van voorlopige licentie bedoeld in artikel 7 van het decreet wordt vastgesteld door de Minister op voorstel van de federatie en bevat ten minste de volgende gegevens :

1° de identificatie van de federatie;

2° een volgnummer;

3° de geldigheidsperiode van de licentie, met inbegrip van de vermelding van het voorlopige karakter van de licentie;

4° in voorkomend geval, de vermelding « Minderjarige » alsook de identiteit van zijn wettelijke vertegenwoordiger(s) of van de persoon die aangesteld is tot voorlopige bewindvoerder;

5° de volledige identificatie van de titularis (naam, voornamen, geboortedatum en -plaats, geslacht, nationaliteit, adres, nationaal nummer);

6° een recente foto van de titularis in het formaat van de identiteitskaart;

7° de wapencategorie waarvoor ze uitgereikt wordt.

De federatie neemt alle nuttige maatregelen om de voorlopige licenties die ze uitreikt te beveiligen tegen kopiëren of vervalsen.

Afdeling 2. — Theoretische en praktische proeven
voor het verlenen van het recht op het verkrijgen van de sportschutterslicentie

Art. 6. § 1. De federatie stelt de jaarlijkse agenda vast van de theoretische en praktische proeven bedoeld in artikel 11, § 3, 2° en 3° van het decreet en licht haar leden daarover in. Ze organiseert beide proeve ten minste om de twee maanden.

§ 2. De federatie stelt de lijst van de schietstanden vast waarin de proeven georganiseerd kunnen worden.

Elke kandidaat waarvan de aanvraag ontvankelijk is, wordt schriftelijk opgeroepen binnen de maand om deel te nemen aan de proeven waarvan de datum zo dichtbij mogelijk is, en die dichtbij de woonplaats georganiseerd worden behalve als hij bij de indiening van de aanvraag een keuze gemaakt heeft van een andere geografische zone dan deze van zijn woonplaats.

Art. 7. De federatie stelt, per geografische zone, een verantwoordelijke aan met de hoedanigheid van monitor of verificateur met een ervaring van vijf jaar van sportschutter in de zin van het decreet. De sportschutter en de examinatoren die ze aanstelt onder de monitoren en de controleurs en die op de door de federatie opgestelde lijst staan, organiseren de proeven.

Art. 8. § 1. De theoretische proef heeft betrekking op de wapenwet, met inbegrip van het statuut van de sportschutter in de Franse Gemeenschap.

De federatie stelt een lijst van dertig vragen vast op basis waarvan acht verschillende vragenlijsten met ieder tien vragen worden opgesteld. Deze vragen zijn multiplechoicevragen en er zal gebruik worden gemaakt van een rooster voor een snelle correctie om de uitslag vast te stellen.

§ 2. De kandidaat moet zestig procent van de punten behalen, met dien verstande dat :

1° twee punten toegekend worden bij een correct antwoord;

2° geen enkel punt toegekend wordt als er geen antwoord is;

3° een punt afgetrokken wordt bij een verkeerd antwoord.

Het slagen wordt bekrachtigd door een getuigschrift met een volgnummer waarvan het model door de federatie wordt vastgesteld. De kandidaat mag de praktische proef van sportschutter afleggen.

Als de kandidaat voor de theoretische proef zakt, kan hij die ten vroegste één maand na het eerste afleggen van die proef opnieuw afleggen.

Art. 9. § 1. De praktische proef bedoeld in artikel 11, § 3, 3°, van het decreet heeft ten minste betrekking op :

1° het vervoer van het wapen naar de schietlijn;

2° het manipuleren en de veiligheidsmaatregelen bij aankomst aan de schietlijn;

3° het laden van het wapen;

4° het ontladen van het wapen;

5° het wapenen van het wapen;

6° het ontwapenen van het wapen;

7° het schieten;

8° het manipuleren van het wapen;

9° het gebruik van de mikinstrumenten;

10° het controleren van de terugstoot van het wapen;

11° het controleren van de schotrichting;

12° de reactie op een schietincident, bij voorbeeld de vertraagde ontsteking of de blokkering of een bevel tot het staakt-het-vuren;

13° de trefzekerheid van een schot.

Al deze punten worden onderzocht op het vlak van de veiligheid en de schiettechniek.

§ 2. De praktische proef bevat een schot met ten minste vijf patronen waarin de kandidaat als voldoende beoordeeld moet worden door de verantwoordelijke bedoeld in artikel 8.

§ 3. De praktische proef wordt bekrachtigd op basis van een beslissingstabel die aangevuld moet worden door de examinator naar gelang de afloop van de proef. Drie fouten hebben tot gevolg dat de kandidaat zakt. Nochtans wordt één enkele fout inzake veiligheid bekrachtigd door een mislukking van de praktische proef. Hetzelfde zal gelden als de kandidaat de minimum opgelegde uitslag niet behaalt.

Het slagen voor de proeven wordt bekrachtigd door een getuigschrift dat overeenstemt met het model vastgesteld door de federatie.

Als de kandidaat voor de praktische proef zakt, kan hij die ten vroegste één maand na het afleggen van die proef opnieuw afleggen.

Art. 10. Worden vrijgesteld van de theoretische proef de kandidaten die een sportschutterlicentie aanvragen voor een wapencategorie en die al een sportschutterlicentie hebben voor een andere wapencategorie of een vergunning uitgereikt door de gouverneur van de provincie of door de gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.

De vrijstelling wordt toegekend door de federatie voor zover de wetgevingen waarop de vragenlijst betrekking heeft, geen belangrijke verandering heeft ondergaan sinds het afleggen van de vorige proef en voor zover er overeenstemming bestaat tussen de proeven.

Afdeling 3. — De sportschutterlicentie

Art. 11. Elke aangeslotene bij de federatie die houder is van een voorlopige sportschutterlicentie en die een sportschutterlicentie wenst te bekomen, dient een aanvraag in bij de federatie en bezorgt haar secretariaat binnen de laatste maand van de geldigheid van zijn voorlopige licentie een dossier dat bevat :

- 1° het aanvraagformulier dat overeenstemt met het behoorlijk ingevulde model opgemaakt door de federatie. Dit formulier bepaalt inzonderheid de betrokken wapencategorie;
- 2° het afschrift van de aansluitingskaart;
- 3° de documenten bedoeld in artikel 11, § 3, van het decreet.

Art. 12. § 1. De houder van een sportschutterlicentie die zijn sportschutterlicentie wenst uit te breiden tot een andere wapencategorie, bezorgt het secretariaat van de federatie een dossier dat bevat :

- 1° het aanvraagformulier waarvan het behoorlijk ingevulde en ondertekende model vastgesteld wordt door de federatie met vermelding van de wapencategorie waarop de uitbreidingsaanvraag van de licentie betrekking heeft;
- 2° het schietboekje dat de zittingen bekrachtigt van de periode gedekt door de voorlopige sportschutterlicentie;
- 3° het schietboekje met vermelding van de wapencategorie(en) waarvoor zijn sportschutterlicentie al geldig is;
- 4° een afschrift van de voorlopige licentie voor de betrokken wapencategorie.

§ 2. De sportschutter die een wapencategorie van zijn sportschutterlicentie wenst af te schaffen, dient het secretariaat van de federatie een schriftelijke aanvraag in.

§ 3. Bij een toevoeging of een afschaffing van een wapencategorie wordt een nieuw sportschietboekje met de beoefende wapencategorieën uitgereikt dat verstrijkt met het vorige sportschietboekje; de sportschietessies die al afgelegd werden, worden door het secretariaat van de federatie overgenomen.

Art. 13. De Minister stelt, op voorstel van de federatie, het model van sportschutterlicentie vast, zoals bedoeld in artikel 14 van het decreet dat minstens de volgende vermeldingen bevat :

- 1° de identificatie van de federatie;
- 2° een volgnummer;
- 3° in voorkomend geval, de vermelding « Minderjarige » alsook de identiteit van zijn wettelijke vertegenwoordiger(s) of van de persoon die aangesteld wordt tot voorlopige bewindvoerder;
- 4° de geldigheidsperiode;
- 5° de volledige identificatie van de titularis (naam, voornamen, geboortedatum en –plaats, geslacht, nationaliteit, adres, nationaal nummer);
- 6° een recente pasfoto van de titularis in het formaat van de identiteitskaart;
- 7° de wapencategorie(ën) waarvoor ze uitgereikt wordt.

De federatie neemt alle nuttige maatregelen om de licenties die ze uitreikt te beveiligen tegen kopiëren of vervalsen.

Art. 14. De houder van een sportschutterlicentie die de hernieuwing ervan wenst te bekomen, dient een aanvraag in bij de federatie en stuurt aan haar secretariaat tijdens het laatste kwartaal voorafgaand aan de verstrijking van de geldigheidsdatum van zijn licentie :

- 1° het aanvraagformulier dat overeenstemt met het behoorlijk ingevulde model vastgesteld door de federatie dat inzonderheid de betrokken wapencategorieën bepaalt;
- 2° een afschrift van het uittreksel uit het strafregister;
- 3° een afschrift van het medisch attest dat hoogstens drie maanden oud is en dat bevestigt dat er geen aanwijzing bestaat tegen de beoefening van het sportschieten;
- 4° een afschrift van het laatste luik van zijn sportschietboekje met het aantal bekrachtigde sessies per wapencategorie.

Afdeling 4. — Het sportschietboekje

Art. 15. Het sportschietboekje bedoeld in artikel 4 van het decreet wordt vastgesteld en uitgereikt door de federatie overeenkomstig het model vastgesteld door de Minister, op voorstel van de erkende schietfederatie.

Dit sportschietboekje wordt in vijf luiken gedeeld van een duur van één jaar, elk luik wordt uitgereikt van jaar tot jaar zodat de federatie jaarlijks de regelmatigheid van het sportschieten kan controleren.

Daartoe bezorgt de houder elk jaar zijn afschrift aan de federatie en dit tijdens het laatste kwartaal voorafgaand aan het einde van het jaar om de overeenstemming te bekrachtigen overeenkomstig artikel 11, § 1, derde lid, van het decreet. Hij voegt een uittreksel uit het strafregister aan toe dat hoogstens drie maanden oud is en dat bevestigt dat hij niet werd veroordeeld als dader of medeplichtige wegens één van de misdrijven ten gevolge waarvan geen vergunning voor het voorhanden hebben zou kunnen worden afgeleverd overeenkomstig de wapenwet.

De sessie van de sportschutter die aan de definitie van artikel 1, 5° van het decreet beantwoordt, wordt bekrachtigd met de datum, de plaats, de stempel met de naam, voornaam van de verificateur of de monitor alsook de ondertekening van deze, in de vakjes overeenstemmend met de gebruikte wapencategorieën bij de sessie van het sportschieten.

Art. 16. § 1. De sportschutter moet om zijn sportschutterlicentie te behouden of de hernieuwing ervan te bekomen :

1° wanneer hij zijn licentie voor één enkele wapencategorie bekomen heeft, het bewijs leveren van ten minste twaalf schietsessies per jaar die ten minste over drie kwartalen verdeeld worden waarbij elke sessie door een monitor of een verificateur wordt gecontroleerd.

2° voor de sportschietessies die beoefend worden met andere wapencategorieën, het bewijs leveren van ten minste drie schietsessies per jaar over het geheel van de beoefende categorieën verdeeld over ten minste drie kwartalen waarbij elke sessie door een monitor of een verificateur wordt gecontroleerd.

§ 2. De houder van een voorlopige sportschutterlicentie moet ten minste zes schietsessies bewijzen die over een periode van zes maanden verdeeld worden naar rata van één schietsessie per maand en hoogstens twee schietsessies per maand.

Een monitor of, bij afwezigheid van de monitor op de schietlijn, een verificateur met een ervaring van vijf jaar als sportschutter, kan, bij eenzelfde sportschutterssessie, hoogstens vijf schutters met een voorlopige licentie controleren.

Afdeling 5. — Tijdelijke onderbreking van het regelmatige beoefenen van het sportschieten met vergunningsplichtige wapens

Art. 17. § 1. De sportschutter die het beoefenen van het sportschieten wenst te onderbreken overeenkomstig artikel 15 van het decreet, dient een aanvraag in bij de federatie en stuurt aan haar secretariaat een aangetekende brief die de redenen bepaalt waarop ze zich baseert. Hij voegt, wanneer het mogelijk is, elk document bij dat zijn aanvraag kan verantwoorden.

§ 2. De federatie beslist over de aanvraag binnen de dertig dagen na de ontvangst. Haar beslissing wordt per aangetekende brief meegedeeld. In voorkomend geval vraagt ze binnen de termijn van dertig dagen aan de betrokkene om bewijsstukken te bezorgen, zoals getuigschriften of attesten. In dit geval wordt de termijn waarin ze beslist met dertig dagen verlengd.

Haar beslissing wordt per aangetekende brief meegedeeld. Na een termijn van 30 dagen of 60 dagen wordt de aanvraag, naargelang het geval, als geweigerd geacht.

§ 3. Wanneer de toelating behoorlijk wordt toegekend, worden de sportschutterssessies in aanmerking genomen tijdens de periode gedekt door de toelating naar rata van één schietsessie per maand per wapencategorie.

Afdeling 6. — Intrekking of schorsing van de sportschutterslicentie of de voorlopige sportschutterslicentie.

Art. 18. § 1. De voorlopige sportschutterslicentie of de sportschutterslicentie kan door de federatie ingetrokken of geschorst worden.

§ 2. De federatie deelt per aangetekende brief aan de betrokken sportschutter mee haar bedoeling om de betrokken licentie in te trekken of te schorsen.

Deze brief verklaart de redenen waarom die maatregel overwogen wordt en voegt, in voorkomend geval, elk nuttig document bij. Ze vermeldt dat betrokkene kan vragen om gehoord te worden door een vertegenwoordiger van de federatie. De aanvraag moet ingediend worden binnen de veertien dagen na de ontvangst van de aangetekende brief aan het secretariaat van de federatie die de betrokkene per aangetekende brief oproept zodat hij verhoord kan worden binnen de veertien dagen na zijn aanvraag.

De beslissing vermeldt de redenen van intrekking of schorsing, hun mogelijke duur alsook de mogelijkheid om beroep aan te tekenen zoals bedoeld in artikel 25 van het decreet.

Ze wordt aan de betrokkene per aangetekende brief bekendgemaakt met ontvangstbewijs.

Afdeling 7. — Publiciteit, controles en sancties.

Art. 19. Het verslag bedoeld in artikel 22 van het decreet wordt bepaald volgens het door de Minister vastgestelde model.

HOOFDSTUK IV. — Het beoefenen van het sportschieten door een minderjarige.

Art. 20. Het beoefenen van het sportschieten met luchtwapens met mechanische hulp en steun wordt toegelaten voor de minderjarigen vanaf 8 jaar oud.

Een meerderjarige in de zin van artikel 24, § 1, 2° van het decreet mag niet meer dan 3 minderjarigen controleren tijdens eenzelfde sportschutterssessie.

Elke persoon die minderjarige schutters begeleidt, moet om de vijf jaar een uittreksel uit het strafregister van model 2 aan de federatie voorleggen.

HOOFDSTUK V. — Beroepen

Art. 21. De Minister oefent de bevoegdheden uit die toevertrouwd worden aan de Regering overeenkomstig artikel 25 van het decreet.

HOOFDSTUK VI. — Slot- en overgangsbepalingen

Art. 22. Binnen de drie maanden na de inwerkingtreding van dit besluit is de federatie ertoe gehouden de Minister voor toestemming zijn reglement inzake organisatie, inhoud en evaluatie van de theoretische en praktische proeven voor te leggen alsook alle wijzigingen die eraan later worden aangebracht.

Art. 23. Het decreet, met uitzondering van hoofdstuk VI, en dit besluit treden in werking op 31 december 2012.

Art. 24. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 maart 2007 tot vaststelling van de nadere regels voor de organisatie, de inhoud, de evaluatie en de gelijkwaardigheid van de theoretische en praktische proeven waarvoor geslaagd moet worden voor het bekomen van de vergunning van sportschutter, wordt opgeheven.

Art. 25. De Minister van Sport is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 13 september 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE